

NATIONS, NATIONALISMES, NATIONALITES EN EUROPE DE 1850 A 1914

Après avoir abordé dans la 1^{ère} partie le thème de l'industrialisation (et de la modernité qui s'avance), voyons à présent le 2^o grand phénomène de la période à l'étude : la puissance de la nation au XIX^o siècle.

Représentation : que signifie une nation ? un nationaliste ?

Mettre en évidence 2 acceptions :

- une a tendance à rassembler des gens, un peuple auquel il confère des points communs fondamentaux ;
- l'autre a tendance à séparer les peuples et à expliquer les différences, justifiant ainsi par avance les conflits qui peuvent éclater entre eux.

D'où le sens de la problématique :

**La nation et le nationalismes sont-ils des facteurs de cohésion ou de division dans l'Europe du XIX^o siècle ?
Quels sont les effets de l'explosion des nationalités et des nationalismes sur l'Europe entre 1850 et 1914 ?**

I – Nations, nationalités : des notions incertaines.

A – Qu'est-ce qu'une nation ? Des interprétations divergentes.

Si l'on cherche la définition de nation dans le dictionnaire, on lit:

1. « groupe d'hommes auxquels on suppose une origine commune » → **origine, race, histoire**
2. « groupe humain, généralement assez vaste, qui se caractérise par la conscience de son unité (historique, sociale, culturelle) et la volonté de vivre en commun » → **choix politique**
3. « groupe humain constituant une communauté politique, établie sur un territoire défini ou un ensemble de territoires définis, et personnifiée par une autorité souveraine » → **Etat, territoire** : Etat-nation
4. « ensemble des individus qui composent ce groupe ». → **peuple**

Même dans un dictionnaire actuel, il apparaît donc bien difficile de se faire une opinion exacte de ce qu'est une nation. Cette incertitude est déjà de mise dans les débats du XIX^o siècle.

En fait étymologiquement le mot nation vient du latin natus (naissance). Cela suppose donc une appartenance nationale dès la naissance. Sa nation serait donc celle du sol où l'on est né. Mais la définition du concept de nation est bien + mystique ; c'est d'ailleurs ce que dit Durkheim, grand sociologue français du début du XX^os : « *Le concept de nation est une idée mystique, obscure* ».

Au XIX^o, la force de l'idée de nation est totale et domine tous les pays et tous les grands débats intellectuels. Les grands penseurs s'interrogent sur « qu'est-ce qu'une nation ? ». Car à partir de la définition que l'on retient, toute une politique et des revendications territoriales en découlent.

Deux grandes conceptions s'opposent au XIX^o et au début du XX^o : la conception allemande et la conception française. Ces débats autour de la notion de nation sont particulièrement animés entre ces 2 pays car **chacun revendique l'appartenance de l'Alsace-Lorraine à son ensemble national** ; or l'Alsace-Lorraine constitue justement un cas-limite pour définir la nation : une histoire française marquée par la RF, une langue germanique... Chacun va puiser dans ces données pour bâtir sa propre définition de la nation et justifier ainsi le rattachement de ce territoire à sa propre nation. D'autant + que l'Alsace-Lorraine est à partir de 1870 dans le giron allemand suite à l'annexion lors de la guerre franco-prussienne.

Voyons donc ces deux conceptions à travers la réponse d'un intellectuel français (Fustel de Coulanges) à un intellectuel allemand (Mommsen) → document 2 p.129.

Mommsen a écrit fin août 1870 3 articles dans des journaux milanais où il invitait les Italiens à s'allier avec l'Allemagne plutôt qu'avec la France, qualifiée de « demi-mondaine » (= prostituée), à laquelle il attribue un fort chauvinisme et dont il rejette la littérature « aussi sale que les eaux de la Seine ». On est en plein dans la guerre de 1870 entre les 2 pays (depuis juillet). Voici la réponse de Fustel de C.

Relever les éléments constitutifs de la nation selon Mommsen, et selon Fustel de Coulanges :

Éléments constitutifs de la nation selon l'Allemand Mommsen	Éléments constitutifs de la nation selon le français Fustel de Coulanges
<ul style="list-style-type: none"> - la race - la langue - l'origine primitive 	<ul style="list-style-type: none"> - communauté d'idées, d'intérêts, d'affections, de souvenirs, d'espérances - vivre ensemble, travailler ensemble, combattre ensemble, vivre et mourir les uns pour les autres - « c'est ce qu'on aime » - l'histoire partagée

Vers quoi se tourne Mommsen pour définir la nation ? ® vers des éléments indiscutables et inhérents à l'homme. Mais c'est aussi une conception qui fait de la nation une chose tout à fait **figée**. C'est une **nation-génie** (de gène), basée sur des données prétendues objectives, dont on hérite (déterminisme : chacun a sa nation marquée en lui dès sa naissance).

Vers quoi se tourne Fustel de Coulanges ? → la nation est surtout le fait de **la volonté commune des hommes**. Elle n'est pas définissable avec des éléments objectif, mais essentiellement par l'affectif (« ce que l'on aime ») et des données subjectives. La nation n'est pas ancrée dans les gènes des hommes, **elle est construite par les hommes** qui y adhèrent librement : c'est donc l'idée d'une **nation contrat**.

A – 1 : La conception allemande : la nation ethnique.

Cette conception est développée dès le début du XIX° par l'écrivain allemand **Fichte** (« Discours à la nation allemande »). Pour lui, **l'appartenance commune a + d'importance que la volonté individuelle** : le *Gemeinschaft* (communauté) est > au *Gesellschaft* (société). D'où l'intérêt de mettre en avant les **origines communes**, les ancêtres communs (thèmes germaniques) : plus les origines sont anciennes, + elles sont pures (idée de retour aux sources). Donc l'élément décisif est la nation, à laquelle **l'Etat doit être subordonné**; l'Etat doit faire aimer et renaître les origines germaniques (par l'école essentiellement). Mais cette notion est essentiellement **ournée vers le passé**, pas vers l'avenir en raison du dogme du retour aux sources purificateur.

Ainsi au début du XIX°, alors que l'Alsace-Lorraine est encore française, des penseurs allemands estiment que les Alsaciens-Lorrains ont l'illusion d'être français mis se trompent car ils ont 1000 ans d'histoire commune avec le st Empire Germanique. C'est pourquoi il est nécessaire selon eux d'annexer cette région, pour rappeler aux Alsaciens-Lorrains leur germanité.

Dans ces conditions, qui est allemand ? → celui dont les origines sont allemandes → **jus sanguinis : droit du sang**, les immigrés restent étrangers à vie.

Pour les allemands du XIX°, la nation est l'appartenance à un groupe aux origines communes, et qui partage des traits identitaires comme la langue, la race. Ne sont donc Allemands que ceux qui ont des origines allemandes : c'est le droit du sang. C'est donc une définition surtout tournée vers le passé et une histoire plus ou moins mythique. C'est aussi une définition qui inclue tous les germanophones dans la nation allemande (Autriche) et justifie donc dans une certaine mesure le pangermanisme.

A – 2 : La conception française : la nation-contrat.

Idées clés : **volonté commune**, choix raisonné.

C'est donc une notion essentiellement politique. Pas question ici de déterminer la nation apr des données raciales, linguistiques... « *La France est une religion* » a déclaré le grand écrivain Michelet : on y croit ou on n'y croit pas. Cette conception n'est pas nouvelle en 1870 : elle date de la RF (avec Sieyès définissant la nation comme « *un corps d'associés vivant sous une loi commune et représentés par une même législature* »).

La nation se bâtit donc à partir d'un lien contractuel, et ne se définit pas comme une détermination naturelle : on ne naît pas français, on le devient par acte d'adhésion volontaire.

Comment Fustel de Coulanges rejette-t-il les arguments ethniques de Mommsen dans le doc.2 p.129 ?

- langue : 5 langues en France, 3 en Suisse...
- race : Belgique n'est pas la France, Portugal n'est pas Espagne...

Renan parle d'un « **plébiscite de tous les jours** ». Rien n'empêche de devenir français, comme rien n'empêche de quitter cette nationalité. C'est donc le principe du **droit du sol** (jus soli), officialisé en France par la loi de 1889 qui décrète « *Français l'enfant né en France d'un étranger s'il ne choisit pas la nationalité étrangère. Est Français l'enfant né en France d'un étranger lui-même né en France* ». La nation française est donc **ouverte** sur les apports extérieurs contrairement à la nation allemande. Ouverte et cosmopolite : la France a toujours prétendu à une certaine supériorité morale sur les autres nations → universalisme reproché par les autres.

Elle ne puise pas en revanche dans le passé pour se justifier.

La conception française de la nation est basée sur le consentement volontaire des populations à partager le même destin politique et le même Etat : c'est donc un contrat moral entre citoyens libres, quelle que soit leur appartenance ethnique. La France reconnaît ainsi le droit du sol qui permet aux étrangers désireux de le faire de s'intégrer à la nation française. Cette définition de la nation est donnée par les penseurs Fustel de Coulanges et Renan.

On peut remarquer au passage que ces 2 définitions contradictoires permettent de justifier la revendication nationale sur l'Alsace-L. Il y a donc une certaine part d'opportunisme et de circonstances explicatives dans ces discours bien tranchés. D'autre part, ce débat n'est pas le monopole des penseurs français et allemands : on peut ainsi ranger dans la conception française la définition italienne de la nation (Mancini en 1850 : « la nationalité est autre chose que le territoire d'origine ou la langue, c'est l'unité morale d'une pensée commune »).

Voyons maintenant ce que l'on entend par nationalité en entrant par la carte politique de l'Europe en 1850.

B – Etats, nations, nationalités.

B – 1 : Le mouvement des nationalités.

Définition de nationalité ? 2 définitions en fait :

1. Il désigne **l'appartenance à un Etat**. La nationalité s'acquiert par la filiation, le droit du sol ou par la naturalisation. Tout individu possédant la nationalité d'un Etat est citoyen de cet Etat et défendu par son droit.
2. Il désigne aussi **le groupe ethnique constituant une nation**. Il est alors synonyme de **peuple**. On parle ainsi de nationalités pour désigner les différentes ethnies d'une région. On parle de minorité nationale pour désigner des groupes ethniques soumis à un Etat étranger.

C'est cette 2^o définition qui nous intéresse ici. Le XIX^o siècle voit l'émergence de ces nationalités : on se repenche de + en + **dans le passé pour y trouver les racines de sa nationalité**. On va chercher ces racines **dans l'histoire** en glorifiant des épisodes + ou – anciens, et dans **la langue** : il s'agit de retrouver la langue originale de son peuple voire de la créer afin de **rassembler tous les éléments constitutifs d'une nationalité**.

Cette volonté identitaire débouche en **1848 sur des révolutions** dans ce qui a été appelé **le printemps des peuples**. Les peuples de presque toute l'Europe se sont soulevés pour protester contre les systèmes autoritaires alors très nombreux, et certains peuples ont réclamé l'application du « **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** » : cela a été le cas des Hongrois pour se détacher de la domination autrichienne, en Polonais contre la Prusse...

Résultat sur la carte de 1850 ? aucun. Mais cette expérience malheureuse marque le véritable début des revendications nationales de ces peuples sous domination étrangère. Ils prennent conscience de leur identité. L'Europe est désormais obsédée par cette quête des origines et sa carte va être ébranlée par ces mouvements nationalistes.

-doc.3 p.121 : questions livre. Quelles étaient les revendications des révolutionnaires ?

L'échec de 1848 ayant démontré les limites des revendications nationales, les peuples vont donc chercher à affirmer par tous les moyens leur identité nationale, quitte à l'inventer de toutes pièces où exagérer fortement les origines communes. La 2^e moitié du XIX^e est donc une période reine pour les histoires nationales et les langues nationales.

Exemple : dans l'actuelle Yougoslavie. Au XVIII^e, la situation linguistique est très complexe : il y a 3 alphabets (latin, cyrillique, glagolithique), 2 langues sacrées (latin pour les catholiques, slavon pour les orthodoxes), et 8 différents dialectes parlés.

- Au XIX^e, les Serbes forgent une langue unique : le slavo-serbe qui ne satisfait personne car trop éloigné des langues populaires. Alors des linguistes font choisir une autre langue + proche des langues populaires, et lui donner un nouvel alphabet : le serbe (1868) ; en fait on écrit phonétiquement la langue populaire. Le serbe devient la langue officielle de la Serbie.
- Les Croates choisissent eux comme langue officielle le stokavien plutôt que le langage le + parlé dans le pays, car ils souhaitent adopter une langue proche des autres langues slaves.
- Ces 2 langues vont ensuite fusionner dans le désir qu'ont alors Serbes et Croates de fonder une fédération des Slaves du Sud : c'est la naissance du serbo-croate.

On voit donc toute la complexité des liens entre nation, territoire, identité et Etat. Voyons comment ces notions s'articulent sur la carte de l'Europe en 1850 :

B – 2 : Etats, peuples et nations d'Europe en 1850.

® carte à ajouter : les peuples d'Europe

Croiser cette carte 1 avec la carte p.118-119 ; Quels sont les différents cas que l'on peut trouver en Europe en 1850 ?

1^o) Certains peuples ont leur Etat correspondant. Autrement dit les frontières politiques de l'Etat correspondent à peu près aux limites des nationalités: on parle d'**Etats-nations** (1 Etat, 1 nationalité). Ex : France, Espagne, Royaume-Uni (sauf Irlande), Grèce, Pays-Bas...

Où sont-ils majoritairement situés ? – **à l'Ouest.**

2^o) Certains peuples (nationalités) sont divisés en une multitude d'Etats. Ex : Italiens, Allemands.

A quoi vont donc naturellement aspirer ces peuples ? – à l'**unité** qui va s'opérer pour 2 d'entre eux : Allemagne et Italie.

Où sont situés les territoires dans ce cas ? – Europe médiane.

3^o) Des Etats qui englobent de nombreux peuples, de nombreuses nationalités : ce sont des **empires multinationaux**. Il y en a essentiellement 3 : Russe, Autrichien, Ottoman. Ces empires vont donc être contestés par des revendications nationales tout au long de la période.

Où sont-ils situés ? – Europe de l'Est.

4^o) **Des nationalités sans Etat**, et qui vont aspirer à la création d'un Etat national sur le modèle des Etats-nations de l'Ouest (ex : Tchèques, Hongrois, Roumains, Baltes...).

Les frontières de l'Europe de 1850 présentent encore de nombreux points communs avec celles de 1815. De grands Etats y dominent : des Etats-nations regroupant une seule nationalité à l'Ouest, et des empires multinationaux à l'Est, dans lesquels de très nombreuses nationalités réclament plus ou moins fort l'autonomie voire l'indépendance. L'Europe centrale est elle divisée en de très nombreux Etats dans lesquels deux nationalités dominent largement (Allemands et Italiens), et cherchent donc à unifier politiquement leurs territoires. Chaque nationalité souhaite donc former un Etat-nation sur le modèle de ceux d'Europe de l'Ouest.

Les nationalismes vont donc se développer pour réclamer la formation de cet Etat-nation par la division (dans le cas d'un empire multinational) ou par l'unité.

II – La nation facteur de cohésion

A – L'unification de deux nations : Italie et Allemagne.

Beaucoup de points communs entre les 2 cas. 1^{er} point commun : la période d'unification (1850-70).

A – 1 : L'unité italienne.

Carte 5 p.123 : Combien d'Etats forment l'Italie actuelle ? – 7

Les principaux ? – Piémont-Sardaigne ; Lombardie-Vénétie (appartenant à l'Autriche) ; Royaume de Naples.

Depuis la 1^{ère} moitié du XIX^e siècle, on assiste partout en Italie (surtout au Nord cependant) au mouvement du **Risorgimento** (Renaissance) qui cherche à remettre en lumière la culture italienne, et à rapprocher les Italiens. C qui unit les Italiens en 1850 :

- des **facteurs économiques** : grands industriels du nord et commerçants ont intérêt à s'unir pour conquérir de + larges marchés (ceux du Sud).
- des **facteurs linguistiques et culturels** : la culture italienne est assez brillante au XIX^e, et des écrivains plaident pour l'unité linguistique ; ainsi le poète milanais Manzoni choisit d'écrire en toscan (qui deviendra l'italien « officiel »). Cela s'ajoute à l'effort d'alphabétisation qui est mené dans les différentes provinces et royaumes (1859 : fondation de l'enseignement 2ndaire au Piémont).
- **La conscience d'un passé prestigieux** brisé 2 fois, au V^e et au XVII^e siècles, qui entretient une certaine nostalgie d'un « âge d'or » passé.

Mais l'idée d'une unité nationale reste + du domaine du rêve que de celui de la réalité. Cette idée va peu à peu prendre forme par un mouvement politique : le Génois **Mazzini** fonde ainsi vers 1850 l'association nationale Italienne, puis crée en 1857 le « Parti d'Action ». A travers ces associations, il souhaite fonder un vrai mouvement populaire aboutissant à une volonté et une action commune de tous les Italiens, sans composer avec la diplomatie. Il rêve d'une Italie démocratique et républicaine.

Son audience reste limitée à cause de ce coté apolitique, on le taxe d'émeutier mais il commence à répandre les idées d'unité. Et celles-ci finissent par gagner une bonne partie de la population et des milieux d'affaires italiens :

C'est à partir de 1859 que commence véritablement l'unification italienne. Contrairement à ce que souhaitait Mazzini, ce n'est pas une unité par simple adhésion, c'est une unité par les armes et la guerre. Depuis 1852 **Cavour** est chef du gouvernement du **Piémont** (le + grand royaume d'Italie du Nord, le + riche, le + industriel, le + puissant). Il souhaite mener l'unification de l'Italie en rattachant successivement tous les territoires à son royaume, le seul capable de mener un tel combat.

Ses principaux adversaires ?

- **L'Autriche** qui détient une partie de ce qui sera l'Italie. Selon Metternich (qui dirige l'Autriche dans sa période la + faste), « l'Italie n'est qu'une expression géographique ». Il considère en effet, et en partie à raison, que les communes sont si fortes en Italie (héritage du Moyen-Age) que le sentiment localiste est bien + grand que le sentiment national. De +, l'Autriche contrôle indirectement les duchés de Modène et la Toscane, dirigés par des membres de la famille Habsbourg de façon très autoritaire.
- **Le pape** qui gouverne ses Etats à la manière d'un monarque absolu, mais suscite pas mal de mécontentement de ses administrés. De + le pape jouit de **nombreux soutiens étrangers** : la France (sous Napoléon III) mais surtout l'Autriche.

Reste aussi le grand Royaume de Naples (ou des 2 Siciles), dirigé par une branche de la famille des Bourbon d'Espagne, très conservateurs, qui est encore marqué par de très fortes inégalités sociales, par le règne de quelques familles de grands propriétaires et de la Mafia qui commence à s'y développer.

Bref : beaucoup d'adversaires à l'unité italienne, mais un avantage majeur pour Cavour ; la grande majorité des administrés des 6 autres royaumes italiens sont insatisfaits. Ils verraient donc plutôt d'un bon œil l'unification par le Piémont, qui est l'Etat le plus libéral et le plus riche (d'où le soutien des industriels de toute l'Italie).

Les forces d'opposition à l'armée piémontaise sont de + assez faibles dans la plupart des autres Etats, sauf pour l'Autriche, et donc le pape qui sera certainement aidé par des puissances étrangères.

Cavour va mener l'unité italienne en plusieurs temps :

1. Il veut tout d'abord se débarrasser de son adversaire principal : l'Autriche. Pour cela, il noue une alliance à Plombières en 1858 avec Napoléon III qui lui promet son appui militaire en échange de territoires et de l'indépendance des Etats du pape. Les armées franco-piémontaises attaquent donc les Autrichiens à **Magenta** et **Solferino** en 1859 ; ces batailles sanglantes (qui vont donner l'idée à Henri Dunant de fonder la Croix-Rouge pour secourir les blessés) permettent à l'Italie de récupérer la **Lombardie (1859)**. La Vénétie reste cependant autrichienne.
2. L'Autriche écartée, il n'y a plus d'obstacle majeur pour annexer les petits royaumes d'Italie Centrale : les souverains peu populaires sont chassés, et des consultations sont organisées pour demander son avis à la population :
® doc. 4 p.123 (mars 1860) : Toscane, Modène, Parme sont rattachées ; Nice et la Savoie reviennent à la France (accord de Plombières). De + ces consultations référendaires montrent un Etat du Piémont soucieux de respecter la volonté populaire, ce qui lui donne une très bonne image.⁷

Reste la Vénétie au Nord, les Etats du pape et le grand royaume du Sud : celui de Naples, essentiellement agricole et assez arriéré économiquement.

® doc.6 p.123 : *décrire, expliquer. Quel est l'état d'esprit de la population ?* (de + Verdi et lui-même un fervent patriote : Nabucco, le chant des esclaves).

3. Le Royaume de Naples est conquis par un autre personnage essentiel de l'unité italienne : **Garibaldi** (dossier p.132-133).

® documents 1et 2 : *de quoi a-t-il l'air ?* C'est un personnage un peu hors-norme : il est républicain, et part avec 1000 hommes (ses « **chemises rouges** ») conquérir le Sud de l'Italie. Il débarque en Sicile où il prend Palerme, puis continue sa marche vers le Nord. Il rencontre le soutien de la quasi-totalité de la population, à qui il promet une réforme agraire dans un royaume encore proche du féodalisme. Avec ses chemises rouges, il ne tarde pas à renverser le roi de **Naples (doc.7) en 1860**.

Comme Cavour, Garibaldi souhaite ardemment l'unité italienne... mais tous les 2 sont en revanche en complet désaccord sur ce que doit être ce nouvel Etat : **Cavour souhaite que Victor Emmanuel II, roi du Piémont, devienne roi d'Italie (viva VERDI) ; alors que Garibaldi est farouchement républicain.**

Ce désaccord aboutit au conflit : doc.6 p.133. *Que décide Cavour ? Résultat ? Pourquoi ?* Au total, Garibaldi apparaît donc comme un héros national un peu trahi (car en fait son expédition des Mille avait été soutenue en secret par Cavour). **Les territoires qu'il avait conquis par le courage et en faisant naître beaucoup d'espoirs reviennent donc à V-E II.**

→ transparent : un républicain qui apporte la moitié de l'Italie à un roi... bien malgré lui. Garibaldi n'en reste pas moins un personnage extrêmement populaire en Italie (statué en 1882 à Rome).

4. Les territoires restants vont être ajoutés au gré des circonstances internationales :
 - La **Vénétie, encore autrichienne, revient en 1866 à l'Italie** après que l'Autriche ait été battue par la Prusse à Sadowa (la Prusse remet la Vénétie à l'Italie en échange de son soutien militaire).
 - Les Etats du pape étaient sous la protection de l'armée de Napoléon III qui avait refusé à ce que le Piémont ne trahisse les accords de Plombières. Or **en 1870**, la France est attaquée par la Prusse, et l'armée française quitte donc les Etats du pape : **l'armée italienne s'empare alors de Rome et des Etats pontificaux : l'unité italienne est terminée.**

On retrouve donc dans le cas de l'unité italienne **3 facteurs principaux** :

- **le rôle unificateur joué par un Etat, ici le Piémont-Sardaigne** sans lequel l'unité aurait été presque impossible
- elle a aussi été rendue possible par l'action politique de **2 hommes d'envergure** (Cavour et Garibaldi)

- elle s'est faite **par les armes** malgré une réelle volonté populaire.

On retrouve ces 3 éléments dans le cas de l'unité allemande.

A – 2 : L'unité allemande.

- la situation politique en 1850 :

® carte p.118-119 : Quel est le découpage politique de l'actuelle Allemagne en 1850 ?

- beaucoup d'Etats dont qq-uns apparaissent un peu + grands : Hanovre, Bavière et surtout **Prusse** (divisée en 2 morceaux).
- **Un grand royaume germanophone au Sud : l'Autriche** qui est en fait un Etat multinational dirigé par Vienne et les Habsbourg
- Une **Confédération Germanique** qui comporte 36 Etats, présidée par l'Autriche, et dont les assemblées se tiennent à Francfort. Parmi les Etats qui n'en font pas partie : toute la partie « non-autrichienne » de l'empire autrichien, une partie de la Prusse. Cette confédération est une union politique, mais ne forme pas un Etat unifié.
- Un élément qui n'apparaît pas sur cette carte : **le Zollverein** (union douanière : voir doc.2 p.121) existant entre la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe... mais sans l'Autriche.

Pour résumer, on a donc :

- **un très grand morcellement politique**
- **2 Etats puissants politiquement (Autriche) et économiquement (Prusse) qui revendiquent la direction d'un Etat allemand unifié, et qui ont mis en place pour cela une union politique d'un côté (CG), économique de l'autre (Zollverein).**

Ces 2 Etats entrent donc en concurrence pour unifier l'Allemagne.

On remarque donc une certaine parenté avec le cas italien : morcellement politique, domination économique d'un Etat qui entend unifier l'ensemble national.

- Quelle Allemagne unifier ? si l'on s'en tient à la conception allemande de la nation ? (voir doc.1 p.124)

- logiquement cette Allemagne devrait regrouper tous les territoires et les populations de culture, de « race » germaniques, c'est-à-dire y compris l'Autriche. Or cela pose un problème : l'Autriche est elle-même à la tête d'un vaste empire multinational. L'Autriche est donc tiraillée entre son destin allemand et son destin balkanique. Ce projet de **Grande Allemagne**, s'il apparaît peu réaliste donc, n'est pas moins souhaité par **les Allemands du Sud (plutôt catholiques) et les nationalistes hostiles à la Prusse** qui la soupçonnent de chercher surtout à servir ses propres intérêts plutôt que de chercher à unifier la nation allemande.
- Une autre solution consiste à unifier **une petite Allemagne qui exclurait l'Autriche**. C'est le souhait des Prussiens, craignant la concurrence de l'Autriche pour l'hégémonie, et de nombreux Allemands du Nord protestants.

C'est le second choix qui va être retenu. En effet en 1862 arrive comme chancelier de Prusse Bismarck.

- La Prusse et l'Autriche :

® doc.2 p.125.

Qui est le principal obstacle à l'unité allemande ? – l'Autriche

Comment donc permettre l'unification ? – par l'épée = la guerre (« durch Blut und Eisen » : le fer et le sang).

Pourquoi la Prusse est-elle le vrai meneur de l'unification ? – car par son hégémonie, elle permettra à l'Allemagne de s'unifier

Fortement nationaliste, Bismarck a pour ambition de renforcer le prestige et la force de la Prusse tout en créant une Allemagne unie. Pour cela, il va donc se lancer dans une campagne contre l'Autriche.

La Prusse est un pays qui s'est vite industrialisé et s'est doté d'une armée solide pour accomplir la destinée voulue par Bismarck. Elle joue aussi un rôle économique essentiel dans la région puisqu'elle est à la tête du Zollverein. Elle s'est déjà heurtée à l'Autriche en 1850 à propos d'un petit Etat allemand, mais a du reculer à cause de la

supériorité militaire autrichienne, laissant ainsi l'Autriche dominer les Etats allemands. Depuis 1850 cependant, la Prusse a rétabli l'équilibre.

En mai 1866, l'armée prussienne envahit les duchés du Schleswig-Holstein majoritairement germanophones, alors que le duché d'Holstein était confié à l'Autriche. Celle-ci réplique avec l'appui de la Confédération germanique (Bavière, Saxe, Wurtemberg, Hanovre...), mais se retrouve dans une situation très délicate : en effet Bismarck a obtenu la neutralité française, l'alliance russe et italienne, ce qui contraint les Autrichiens à combattre sur 2 fronts en même temps.

Les Autrichiens remportent 2 victoires sur les Italiens au Sud, mais perdent la bataille essentielle, contre la Prusse à **Sadowa le 3 juillet 1866**. (*Bismarck* : « *Il coula du sang saxon, hanovrien, et hessois, non pas pour, mais contre l'unité allemande* ») **La paix est signée à Prague le 22 août**. La Prusse y obtient la dissolution de la **Confédération germanique qui est remplacée par une Confédération d'Allemagne du Nord sans l'Autriche** et menée par la Prusse, et **annexe le Hanovre, le Schleswig-Holstein, Francfort** et qq's autres territoires allemands, mais aucun territoire autrichien.

L'Autriche n'a donc plus d'ambition de former une Grande Allemagne; l'empire devient même une double monarchie en 1867 (A-H) pour se recentrer sur son rôle dans les Balkans.

C'est la 1^{ère} étape de l'unification de l'Allemagne. Mais celle-ci est encore très incomplète : voir carte 4 p.125. *Quels territoires manquent encore ?* – Allemagne du Sud (catholique et méfiante à l'égard de la Prusse, comme la Bavière), et Alsace-Lorraine qui appartient à la France.

- l'achèvement de l'unité.

Bismarck va achever l'unification par une **guerre contre la France**. Le prétexte de la guerre est assez complexe : en réalité Napoléon III réclame des compensations à sa neutralité dans la guerre prusso-autrichienne de 1866, comme la rive gauche du Rhin, ou le Luxembourg. Bismarck rejette de telles prétentions qu'il juge être des « pourboires ». Et il va utiliser un prétexte : **la dépêche d'Ems**. Celle-ci est la promesse faite par Guillaume Ier à l'ambassadeur de France de renoncer au trône d'Espagne, mis le roi de Prusse refuse de s'engager à cela à tout jamais. Bismarck reçoit cette dépêche et la transforme en des termes humiliants pour la France (voir doc.4b p.155). Napoléon III déclare alors la guerre à la Prusse le 19 juillet, la Prusse n'attendant que cela.

Pour mener cette guerre, **Bismarck parvient à réunir tous les Etats allemands, même ceux du Sud**, créant ainsi véritablement l'unité allemande pour la 1^{ère} fois. **La France est écrasée à Sedan le 2 septembre 1870**, Napoléon III fait prisonnier. Paris est assiégée, et **le 18 janvier 1871** (170^e anniversaire de la proclamation du royaume de Prusse), dans la galerie des Glaces, **le roi de Prusse Guillaume Ier est proclamé empereur d'Allemagne : le Reich est né, les Etats du Sud le rejoignent, puis l'Alsace-Lorraine** après le traité de Francfort mettant à la guerre franco-prussienne.

® caricature 3b : identifier les personnages.

Bilan : comparaison avec le cas italien :

On retrouve comme pour l'unité italienne **3 facteurs principaux** :

- **le rôle unificateur joué par un Etat, ici la Prusse** (le Piémont en Italie) qui dominait économiquement l'ensemble avant l'unification. A noter cependant que la Prusse était ici concurrencée par l'Autriche, alors que le Piémont n'avait aucun concurrent sérieux en Italie.
- elle a été rendue possible par l'action politique d'un **homme d'envergure** (Bismarck)
- elle s'est faite **par les armes**, et a été dirigée contre un ennemi extérieur (la France pour l'Allemagne, l'Autriche pour l'Italie).
- **Elle est incomplète** : des territoires germanophones manquent à l'Allemagne (Autriche, Sudètes), et les pangermanistes ne vont cesser de reprocher à Bismarck cet « oubli », et vont faire campagne pour l'Anschluss. En Italie, l'unité est inachevée à cause des terres irrédentes (Trentin, Istrie, Dalmatie).

B – L'apprentissage de la nation.

« *L'Italie est faite, reste à faire les Italiens* » a dit déclaré l'homme politique italien D'Azeglio en 1860. Qu'entend-il par là ?

En regardant la carte de l'Europe en 1850 ou en 1871 (après les unités italienne et allemande), on voit apparaître plusieurs Etats qui peuvent être considérés comme de Etat-nations : autrement dit, leurs frontières coïncident à peu près avec celles des peuples. Cependant on est encore loin de l'homogénéité dans ces Etats en 1850 ou en 1871 pour les Etat-nations plus jeunes. Pour qu'une nation soit viable, il faut qu'elle devienne palpable, c'est-à-dire que ses membres en aient une conscience forte, qu'ils soient fier d'y appartenir.

Il faut donc « nationaliser » les masses. Comment faire ?

1°) **L'école**, et particulièrement l'école primaire est le lieu de cet apprentissage de la nation, car elle touche un nombre maximal de futurs citoyens. En 1882 en France, l'école devient publique, laïque, gratuite et obligatoire grâce aux lois de Jules Ferry. Et l'éducation qu'on y reçoit est une éducation nationale, la même pour tous les enfants, afin de leur transmettre un tronc commun français.

® **vidéo : 5'40** ® **8'20.** (0' ® **2'40**)

Quelles sont les disciplines les + importantes à l'époque ?

En quoi peut-on dire qu'elles participent à la nationalisation des masses ?

C'est l'époque où surtout l'histoire et la géographie sont reines. On s'étend beaucoup sur le territoire national (l'Alsace-Lorraine apparaît dans tous les manuels comme à cheval entre France et Allemagne), les « frontières naturelles », les merveilleux sites de France (« Le Tour de France par 2 Enfants » est lu par tous les écoliers), et on glorifie des héros de « l'histoire de France » : Clovis, Jeanne d'Arc, mais aussi et surtout les héros républicains (Mirabeau, Gavroche...). Les leçons d'histoire et de géographie sont des moments privilégiés pour l'exaltation du sentiment national.

Cette exaltation débouche même en France sur la création des « Bataillons Scolaires », une sorte de formation militaire qui participe au défilé du 14 juillet pour la 1^{ère} fois en 1882 (toujours le sentiment de Revanche)

2°) **la langue**. Elle s'apprend à l'école pour ce qui est de la langue nationale, qui doit supplanter et effacer tous les dialectes et patois locaux. On a vu que cet effort d'unification linguistique était fait dans les nationalités dominées (ex : slovaque, serbo-croate...), il est aussi fait dans les Etat-nations plus anciens et + cohérents (ex : en Italie, le toscan est choisi comme langue nationale). Les dictées dans les écoles françaises sont faites en français, et les autres patois ne sont pas tolérés.

Cet aspect peut prendre de tournures encore + autoritaires. C'est le cas notamment de l'Allemagne après son unification : les mesures linguistiques frappant le français, le danois et le polonais se multiplient. En Alsace-Lorraine par exemple, on distingue des communes germanophones et francophones ; le français n'est enseigné que dans ces dernières (enseignement bilingue), et est carrément supprimé dans les communes germanophones. En 1887, la législation touche les enseignes des magasins.

3°) **la conscription**. Le service militaire permet dans une certaine mesure un « contact charnel » avec la nation. Il est obligatoire dans la plupart des Etat-nations, et il assure aussi la domination de la langue nationale qui est la langue de commandement.

Les conscrits sont envoyés pendant une durée ± longue dans un coin du territoire national qu'ils découvrent ainsi en même temps que les autres citoyens de leur nation.

4°) **le sport**. Il se met dans le 2° moitié du XIX° siècle au service de la nation. La gymnastique est particulièrement à la mode, car elle apparaît comme un moyen de préparer les victoires à venir. Et bien souvent les clubs de gymnastique sont des formations paramilitaires. On trouve ainsi de très grandes organisations sportives :

- en Allemagne, **le Turn** rassemble des dizaines de milliers de jeunes à la fin du XIX°, en uniforme gris. On compte ainsi 2183 sociétés de gym en Allemagne en 1870 (pour 40 en France, cependant la gym est rendue obligatoire au lycée et dans les écoles françaises depuis 1880).
- Dans la partie tchèque de l'A-H, de très nombreux jeunes adhèrent aux **sokols** (faucons), rassemblant là aussi garçons et filles en uniformes ; et les Sokols sont aussi et surtout un instrument de propagande nationale tchèque.

Mais l'organisation de grandes manifestations sportives nationales permet aussi de glorifier la nation : c'est le cas des **tours cyclistes** (Giro d'Italia 1909, Tour de France 1903) qui montrent la diversité et l'unité du territoire national, tout en **glorifiant l'effort physique, l'esprit de sacrifice**. On remarque au passage que le Tour de France passe en Alsace-Lorraine de 1906 à 1911... jusqu'à une interdiction allemande.

Dans le cas des unifications nationales comme dans celui de l'apprentissage de la nation, la nation joue un rôle de rassembleur : elle confère une identité commune à des individus pourtant fortement marqués par leurs différences. Mais la nation et son exaspération (le nationalisme) engendrent aussi bien souvent des divisions, des fractures parfois dramatiques.

III – Les nationalismes facteurs de division

A – Les empires multinationaux face aux nationalités.

® document 1 : quels sont les empires multinationaux au XIX^e ?

A – 1 : Le dépècement de l'Empire Ottoman.

- la situation de l'Empire Ottoman en 1850 :

® carte p.118 : extension de l'Emp. Ottoman ? – à la fois européen (balkanique) et asiatique ; lointain héritier de l'Empire Romain d'Orient via les Byzantins et les Turcs. Position très enviable car **il contrôle les détroits méditerranéens** et donc la route de l'Orient. C'est donc un empire très convoité.

Langue, religion ? – turc et musulman

Est-ce le cas de tous les peuples formant cet empire ?- Non : l'Empire est une **mosaïque ethnique doublée d'une mosaïque religieuse** (orthodoxes, catholiques, musulmans). On trouve ainsi des Slaves (Serbes, Bosniaques, Bulgares, Macédoniens, Roumains...), des Albanais, des Grecs...

Or au XIX^e siècle, l'Empire Ottoman est « **l'homme malade de l'Europe** » (*formule du tsar Nicolas Ier*). Les populations européennes, majoritairement chrétiennes cherchent à se libérer de la domination ottomane. Elles sont encouragées en cela par la **politique de souplesse pratiquée par le sultan** : il a reconnu **l'indépendance de la Grèce en 1832** à la suite d'une guerre de libération nationale qui a eu un fort écho en Occident (Delacroix, Byron), et a concédé l'autonomie à la **Serbie en 1830, puis à la Moldavie et à la Valachie** (voir doc.1 p.126).

Les réformes ottomanes visent à introduire l'égalité entre Chrétiens et Musulmans, et autorisent la liberté de culte. Mais ces réformes sont lentes à se mettre en œuvre et ne permettent pas de calmer les nationalismes dans la région des Balkans. Bilan : les libertés concédées servent au renforcement des nationalismes locaux. La vigueur de ces nationalismes est accentuée par le fait qu'ils sont soutenus par de grandes puissances.

→ *lesquelles selon vous ?*

- **L'Empire Russe qui se proclame protecteur des Chrétiens orthodoxes d'Orient au nom du panslavisme** (*déf. p.317*), et qui cherche surtout à trouver un accès à la Méditerranée.
- **Le Royaume-Uni** verrait d'un mauvais œil que la Russie contrôle les détroits et donc l'accès vital à la route des Indes ; elle s'intéresse donc de très près à la situation de l'Empire Ottoman
- **L'Autriche-Hongrie**, empire multinational voisin, craint une contagion nationale dans son propre empire, en particulier de la part de la Serbie qui veut rassembler tous les Slaves du Sud, nombreux en A-H (Croates, Bosniaques, Slovènes...).

*Là est toute la complexité de la « **question d'Orient** » où les intérêts stratégiques sont nombreux et contradictoires, de même que les nationalités et les revendications.*

- la question d'Orient de 1850 à 1914 :

L'Empire Ottoman avait déjà montré ses faiblesses à l'occasion des affaires grecque et serbe, et lors de la guerre de Crimée lors de laquelle il concéda de nombreux avantages aux grandes puissances étrangères. En 1856, lors de la paix de Paris, l'Empire Russe vaincu par la coalition anglo-franco-ottomane doit céder une partie de son territoire

(la Bessarabie) à la Moldavie (voir *doc.4 p.127*), perdant ainsi l'accès à l'embouchure du Danube. Moldavie et Valachie s'unissent en 1866 pour former un seul Etat : **la Roumanie**.

Une nouvelle crise éclate en 1875, lors d'un soulèvement des Bulgares contre les Turcs. La répression des mercenaires turcs (*bachi-bouzouks*) est particulièrement féroce.

Résultat : *doc. 3 p.127* : *Comment les Bulgares s'estiment-ils traités par les Turcs ?* - esclavage, massacres, misère, extermination, animaux

Que réclament les Bulgares ? En vertu de quoi ? - l'autonomie avec un gouvernement national et une protection étrangère, car ils forment une nation et demandent donc le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

A qui s'adresse leur demande ? - aux « grandes puissances protectrices des Chrétiens en orient »... c'est-à-dire la Russie.

1876 : les Russes, aidés par les Serbes, interviennent donc contre la Turquie qu'ils battent facilement En

1878, le **traité de San Stefano** en mars. → cf *doc.4 p.127* : *quels changements territoriaux en mars 1878 ?*

- **création d'un grande Bulgarie autonome + indépendance de la Serbie, du Monténégro et de la Roumanie** qui s'agrandissent. Très grosses pertes territoriales pour l'Empire ottoman, et grand succès pour la Russie.

D'où le refus des autres grandes puissances, inquiètes de l'influence russe dans la région stratégique des Balkans. Un nouveau congrès est donc réuni à **Berlin en juillet 1878**, et revoit quelque peu la carte de l'Orient.

→ cf *doc.4 p.127* : *Quelles différences entre les 2 traités ?* - **redimensionnement de la Bulgarie** (mais aussi de la Serbie et du Monténégro), **occupation autrichienne de la Bosnie** car les Autrichiens sont inquiets de l'indépendance serbe.

La question d'Orient est donc loin d'être réglée en 1878 : la paix est avant tout celle des grandes puissances, au mépris des aspirations des populations, et laisse beaucoup de rancœurs de nombreux côtés (amertume russe et bulgare, inquiétude autrichienne, volonté de revanche serbe, déception bosniaque...). Seuls les Roumains peuvent s'estimer pleinement heureux de leur sort.

La faiblesse turque est une nouvelle fois apparue au grand jour, et provoque un regain nationaliste turc fortement musulman, qui veut en finir avec les concessions et mener la répression contre les auteurs de guerre. Et désormais, ils sont de + en + nombreux à vouloir dépecer l'homme malade : non seulement les grandes puissances, mais aussi les nouveaux Etats. **Des antagonismes se précisent entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, et 2 Etats apparaissent comme les moteurs des troubles balkaniques : la Bulgarie et la Serbie.**

Pour l'A-H, le problème est de **limiter l'action de la Serbie** qui cherche à exciter le nationalisme des Slaves du Sud, nombreux en A-H. Tous les moyens sont donc bons pour y parvenir ; c'est pour cela que **la Bosnie**, occupée depuis le congrès de Berlin de 1878, **est annexée en 1908**, au grand dam des Serbes et des Russes.

Pour la Russie, il s'agit de récupérer un maximum de territoires au détriment des Ottomans, en intervenant et en appuyant les Slaves comme els Bulgares ou les Serbes.

En 1912 éclate la **1^{ère} guerre balkanique** (*doc.3b p.161*). *Qui sont les adversaires en présence ?* - Grèce + Serbie + Bulgarie contre l'Empire Ottoman, ces petits Etats voulant chasser les Turcs d'Europe et se partager les dépouilles (c'est-à-dire la Macédoine). **Les Turcs sont vaincus et effectivement chassés d'Europe.**

Mais les 3 vainqueurs ne s'entendent pas au moment du partage des territoires : une **2^{nde} guerre balkanique** éclate en 1913. les Bulgares attaquent les Serbes, mais sont battus et donc chassés du partage de la Macédoine

→ *doc.3c p.161* : *Quels Etats s'agrandissent ?* - Monténégro, Serbie, Grèce, Roumanie et un peu moins la Bulgarie.

Quel est encore le problème de la Serbie ? - C'est un Etat certes agrandi mais encore enclavé en raison de la **création de l'Albanie**, imposée par l'A-H. La Serbie attend sa revanche contre l'A-H.

En 1914 donc, le sort de l'Empire Ottoman est donc réglé : il disparaît d'Europe, au profit de nouveaux Etats qui se sont considérablement agrandis, mais qui entretiennent entre eux des tensions accentuées par la pression de 2 grandes puissances étrangères : l'A-H et la Russie.

Ce sont justement les 2 autres empires multinationaux que nous allons étudier.

A – 2 : L'Empire austro-hongrois menacé par les revendications nationales.

® doc. 2 p.145 : Combien de groupes ethniques ? Leurs principales différences ? – **12 groupes ethniques** (pop. totale : 51 millions), avec des langues et des familles de langues ? ; des religions ? (catholiques, protestants, uniates, orthodoxes, Juifs, musulmans...)

Nationalités dominantes ? – **Allemands** (= Autrichiens) et **Hongrois**.

Cet empire est dirigé par l'empereur Habsbourg **François Joseph** de 1848 à 1916. C'est une véritable **mosaïque ethnique et religieuse** dominée par les Allemands et essentiellement fédérée par le personnage de l'empereur auquel les habitants de l'empire doivent prêter serment dans l'une des 12 langues nationales.

En 1867, après la défaite de Sadowa, l'empire d'Autriche devient **Autriche-Hongrie**. Chaque Etat a son parlement, son gouvernement, ses lois ; ils n'ont en commun que l'empereur (double couronne) et quelques ministères stratégiques (Guerre, Affaires étrangères, Finances). Mais **ce Compromis de 1867 ne satisfait que les Hongrois** qui, de dominés, deviennent dominateurs (sur les Roumains, les Slovaques, les Croates...) : beaucoup d'autres nationalités vont en réclamer autant.

D'autant + qu'il est écrit dans la Constitution de 1867 que « *tous les groupes ethniques de l'Etat ont de droits égaux et chaque groupe ethnique a le droit inviolable de préserver et de cultiver sa culture nationale et sa langue* » ; « *l'égalité de toutes les langues coutumières est reconnue dans les écoles, l'administration et la vie publique* » (d'où de gros problèmes de fonctionnement) ; « *dans les pays habités par plusieurs groupes ethniques, les écoles publiques seront organisées de manière à ce que tous les groupes ethniques reçoivent les fonds nécessaires pour enseigner leur propre langue sans être obligés d'apprendre une autre langue du pays* ».

→ doc.3 p.145 :

Quel est l'objectif des ? nationalités de l'Empire ? – obtenir des postes de fonctionnaires

Comment y parvenir ? – en passant des diplômes et des concours administratifs.

A quelle condition cela est-il possible ? – si de tels diplômes sont délivrés par **des universités employant les langues nationales** (ex : le tchèque, le ruthène...) ; et donc si le gouvernement de Vienne ou de Budapest accepte la création de telles universités.

En quoi cela met-il en péril l'existence même de l'Autriche-Hongrie ? – car une nationalité ne comprend pas qu'on ne lui accorde pas les concessions cédées à une autre. Autrement dit, **l'empire multinational risque d'éclater sous les coups des revendications nationales**.

Les revendications nationales ne manquent d'ailleurs pas dans l'empire. On peut les regrouper entre Serbes du Nord et Serbes du Sud. Sans oublier les revendications pangermanistes des minorités allemandes.

De part et d'autre de la Leitha (affluent du Danube séparant l'Autriche de la Hongrie), 2 façons de gérer la mosaïque nationale vont se mettre en place.

- **en Autriche (Cisleithanie) :**

doc.2 p.145 : part d'Allemands ? – Ils sont donc minoritaires.

La **tolérance** est de mise (diviser pour mieux régner). Les nationalités ont **une autonomie culturelle** grâce à leur propre clergé et à **l'enseignement primaire** dans leurs langues nationales (Slovènes, Roumains, Ruthènes, Tchèques). Certaines ne se satisfont cependant pas de cette situation. C'est le cas des **Tchèques qui demandent l'autonomie**, au nom d'une longue histoire (référence au Royaume de Bohême de Venceslas au XIII-XIV^e siècles) et d'une culture très vivante et déjà ancienne (histoire et langue nationale ressuscitées depuis le XVIII^e). De +, ils sont soutenus par de nombreux intellectuels étrangers séduits par la culture tchèque (notamment français, anglais).

D'autres nationalités se satisfont elles de leur situation : c'est le cas des **Polonais de Galicie** : en effet, l'existence d'une diète (assemblée) et d'universités permettent une **certaine autonomie** aux Polonais de Galicie, en tout cas beaucoup + autonomes que les Polonais sous domination prussienne ou russe.

- **en Hongrie (Transleithanie) :**

doc.2 p.145 : *part de Hongrois ?* – Ils sont donc minoritaires.

Doc.4 p.145 : *Qu'est-il imposé aux élèves slovaques ?* - l'usage de la langue hongroise

Comment les Hongrois traitent-ils les minorités nationales ? Pourquoi ? - oppression des nationalités pour imposer la langue et la direction hongroise (**magyarisation**), et étouffer les revendications nationales.

Cette politique de magyarisation est donc très différente de celle pratiquée dans la partie autrichienne. Dans la partie hongroise, **on ne peut accéder à la carrière de fonctionnaire qu'avec la langue hongroise**. Les nationalités minoritaires se sentent donc opprimées, et vont chercher à demander une **aide extérieure** pour les soutenir et faire pression sur le gouvernement de Budapest. Ainsi les **Slovaques** se lient avec leurs voisins tchèques en créant en 1896 une **Union Tchéco-Slovaque** ; les **Croates** se tournent vers la **Serbie** qui ne fait pas secret son projet de réunion des Slaves du Sud (Yougo-Slavie).

L'Empire austro-hongrois est donc fortement menacé dans son existence par les nationalismes. Il y a de nombreuses **forces centrifuges**, qui sont cependant correctement gérées dans la partie autrichienne, beaucoup moins bien dans la partie hongroise. Et il doit aussi faire face à des **facteurs extérieurs** comme la **Serbie** qui a soif de revanche et veut fédérer les **Slaves du Sud**, soutenue en cela par le grand frère russe. Bref : il y a un peu trop de problèmes à régler pour cet empire multinational en 1914.

Il ne faut cependant pas exagérer sa déliquescence : il y aura très peu de désertions à l'entrée en guerre en 1914 alors que l'on avait pu craindre des combats fratricides.

A – 3 : La russification dans l'Empire Russe.

→ doc.1 p.146 : (chiffres en pourcentage). *Nationalités dominantes ?* – Russes et autres Slaves.

En quoi est-ce un empire très multiethnique ? – c'est le + grand Etat du monde → beaucoup d'ethnies très ? , des religions ? ...

Mais l'Empire Russe est en fait l'Etat des seuls russes : il est **dirigé de façon absolue et autoritaire par le tsar** issu de la famille des Romanov (Nicolas Ier au début de notre période). Les tsars sont également les lieutenants de Dieu sur terre, héritiers en cela des Byzantins, Moscou étant d'ailleurs la nouvelle Constantinople depuis que celle-ci est tombée dans les mains des turcs (d'où la **politique panslaviste** efficace menée par le tsar dans l'Empire ottoman ou austro-hongrois).

La constante de la politique tsariste est la **russification** :

→ doc.3 p.129 : *Quels sont les interdictions imposées aux polonais ?* – **interdiction totale de la langue** polonaise ; quasi-absence des Polonais dans l'administration de la province. On «russifie» l'Eglise catholique, c'est-à-dire qu'on y introduit des rites orthodoxes...

Cette situation particulièrement difficile de la Pologne s'explique en partie par la **révolte des Polonais en 1863**, après que le tsar leur ait fait qq concessions. Après l'écrasement très féroce de cette révolte, les Polonais sont présentés comme des ennemis héréditaires du peuple russe, ils sont «étrangers» au génie russe car ils sont latins et non slaves.

Comment réagit le gouvernement russe en cas d'émeute ? – Il pousse à **piller les biens des Juifs**. Ceux-ci sont régulièrement **bannis de façon collective** vers l'Est. 2 millions de Juifs ont ainsi quitté l'empire entre 1881 (date de l'assassinat du tsar Alexandre II dans lequel un Juif aurait été impliqué) et 1914, à la suite de **pogroms** violents.

Mais la russification s'établit aussi à l'égard des autres nationalités de l'empire :

- **les Ukrainiens** (pourtant slaves) : on interdit l'édition de livres en langue ukrainienne, on interdit l'enseignement en ukrainien (on considère cette langue comme du russe abâtardi) ; on interdit l'importation de livres provenant de la Galicie voisine (sous domination autrichienne beaucoup + souple).

- **les Finlandais** jouissent en principe d'un statut privilégié car ils sont sujets d'un grand Duché depuis 1808, et ils ont en principe une certaine autonomie. Mais celle-ci est de + en + contestée par les nationalistes russes à Moscou, si bien qu'en 1899, le tsar revient sur l'autonomie finlandaise, et supprime l'armée finlandaise. En 1903, un général russe domine entièrement le pays (Bobrikov), et les Finlandais doivent faire leur service militaire dans l'armée russe.

Des 3 empires multinationaux, c'est dans l'empire russe que les nationalités sont les + maltraitées. Cette russification à outrance s'explique en bonne partie par la nature même de l'empire russe, mais aussi par **la force et l'agressivité du nationalisme russe** qui se développe à partir du XIX^e siècle. C'est un nationalisme qui devient de + en + **extrémiste, antisémite, xénophobe et anti-polonais**, surtout à partir de la révolte polonaise de 1863. Persuadé de sa supériorité, ce nationalisme entend s'imposer partout dans l'empire, et ne prend pas en compte les protestations de nations opprimées qu'il juge inférieures.

Cette politique extrêmement dure, conjuguée à un régime politique autoritaire va entraîner de graves troubles dans l'empire ; ce seront + encore des troubles politiques que proprement nationaux : révolution de 1905. Les nationalités obtiennent alors la satisfaction d'une de leurs revendications puisqu'elles sont représentées dans la nouvelle Douma. Mais dès 1907, cette Douma perd tout pouvoir. Il faudra donc attendre les révolutions de 1917 pour voir un changement.

Dans les 3 cas d'empires multinationaux étudiés, on voit que les nationalismes, les projets de fondation d'Etat-nation se heurtent les uns aux autres, et seront en bonne partie à l'origine de guerres (ex : guerres balkaniques), et même directement en cause lors du déclenchement de la 1^o GM (Sarajevo : Serbes contre Autrichiens).

Mais dans la notion même de nation et de nationalisme, il y a l'idée d'exclusivité, de supériorité de sa nation (sans quoi, pourquoi revendiquer d'y appartenir ?). C'est ce que nous allons voir dans cette dernière sous-partie qui mène au déclenchement du cataclysme de l'été 1914.

B – La montée des nationalismes et la marche vers la guerre.

B – 1 : Montée et affrontement des nationalismes.

- les nationalismes : caractères.

A mesure que l'alphabétisation progresse, que les guerres se multiplient (guerre Italie-Autriche ; France-Prusse ; guerres balkaniques...), la nation cesse d'être simplement un sujet de controverses entre intellectuels (ex : Fustel de Coulanges/ Mommsen). Le nationalisme gagne les masses et devient une idéologie politique.

Les nationalistes politiques dénoncent la société industrielle et la décadence qui l'accompagne selon eux. Pour faire cesser cette décadence, un sursaut national s'impose. On met donc à bas la science, la raison : on se rabat sur l'instinct, l'individu, le sentiment. Tout ce qui n'est pas considéré comme national ou comme utile à la nation est donc dénoncé. Des mouvements nationalistes se créent, se multiplient pour faire pression sur les gouvernements, accusés de ne pas être assez nationalistes. C'est le cas dans la plupart des grands pays d'Europe :

- en France, ce sont les ligues : **Ligue des Patriotes** (1882) qui est anti-républicaine (la république ne sert pas selon eux les intérêts de la France), **la Ligue de la patrie française** (particulièrement antisémite), **l'Action française** :

Document 4 : Affiche de l'Action française (1908)

« Seuls les intéressés, les nigauds et les pauvres primaires ignorants pourront se soustraire à cette évidence : *La République, c'est le mal*. La république est le gouvernement des Juifs, des Juifs traîtres comme Dreyfus, des Juifs voleurs, des Juifs corrupteurs du peuple et persécuteurs de la religion catholique [...].

La République est le gouvernement des francs-maçons qui n'ont qu'une haine : l'Eglise, qu'un amour : les sinécures et le trésor public ; fabricants de guerre civile, de guerre religieuse, de guerre sociale, ils nous mènent à une banqueroute matérielle et morale, celle qui ruinera le rentier et l'ouvrier, le commerçant et le paysan.

La République est le gouvernement de ces étrangers plus ou moins naturalisés ou métèques [...]. Ils accaparent le sol de la France ; ils disputent aux travailleurs de sang français leur juste salaire [...]. Régime abominable, la république est décidément condamnée, et la seule inquiétude de la raison française tient à ce qu'on ignore qui l'on mettra à la place de ce qui est. *Nous y mettrons le Roi.* »

Qui sont les ennemis à combattre selon l'Action Française ? - les Juifs, les francs-maçons, les étrangers.

Pourquoi ? – car ils n'appartiennent pas selon eux à la nation française ou la nient (en fait ils ne partagent pas tous les éléments constitutifs de la nation mythique rêvée par les nationalistes) → on est ici dans une **conception tout à**

fait fermée et ethnique de la nation, pas du tout dans la conception de la nation-contrat. **L'antisémitisme se répand partout en Europe**, car tous les nationalistes voient dans les Juifs un peuple apatride et dangereux car sans nation et mobile : ce peuple ne « cadre » pas avec les schémas de pensée dominants.

A partir de l'activité considérable de ces ligues au tournant du siècle, de l'intense propagande nationaliste à travers leurs meetings, leurs affiches, leurs manifestations, leur violence (tant verbale que physique), des divisions sont opérées au sein de la nation que l'on veut « purifier » → **élément de division, de désagrégation de la nation**.

Le nationalisme français a 2 grands penseurs : **Barrès et Maurras** (fondateur de l'Action Française), Maurras qui dénonce les **5 états confédérés** oeuvrant selon lui à la ruine de la France (il les appelle **l'Anti-France**): Le juif, le protestant, le « métèque », le franc-maçon, le socialiste. Tous détruisent l'ordre traditionnel, le passé mythique rêvé (pré-révolutionnaire). Maurras et l'Action française sont donc profondément et ouvertement monarchistes.

La France est présentée comme un idéal... et donc en opposition avec les autres nations.

- en Allemagne, les ligues sont également nombreuses :

- La Ligue Navale regroupe 1,2 millions de membres en 1913, a 4000 sections locales
- La Ligue Militaire regroupe 90 000 adhérents en 1914
- La Ligue pangermaniste fondée en 1891 compte 20 000 membres de toutes les couches sociales. Elle revendique des colonies et le rattachement des 25 millions d'Allemands vivant hors du Reich : c'est le **pangermanisme**, qui regarde en particulier vers l'Autriche (**Anschluß**), les Sudètes...

On retrouve ce même type de mouvements en Italie, qui réclame le rattachement des **terres irrédentes** ; au Royaume-Uni. **Les nationalismes font de la surenchère**, du racisme (rappel de Kipling *doc. 2 p.48*). **Le darwinisme (lutte pour la survie, sélection des meilleurs et élimination des plus faibles) est appliqué aux nations : seules les + fortes pourront subsister.**

→ volonté d'annexion de territoires ; **revendications territoriales diverses et contradictoires** :

- France → Alsace-Lorraine / Allemagne
- Allemagne → **Anschluß**; Sudètes / Autriche-Hongrie
- Italie → terres irrédentes / Autriche-Hongrie
- Russie → accès à la Méditerranée
- Serbie → fédérer les Slaves du Sud / Autriche-Hongrie

Ces mouvements nationalistes ne sont pas au pouvoir, mais leurs idées se répandent vite. Les politiques des Etats deviennent à leur tour nationalistes. La nation est supérieure à celle des voisins, d'où un esprit belliciste qui se généralise en Europe. Pour imposer le sursaut national, il faut un Etat fort, capable d'affirmer la puissance nationale sur la scène internationale. Les Etats vont donc en partie appliquer ces programmes nationalistes.

- les rivalités s'intensifient.

® *doc.5 :*

Document 5 : L'Italie, « nation prolétaire »

« Nous devons partir de la reconnaissance de ce principe : il y a des nations prolétaires comme il y a des classes prolétaires : des nations, autrement dit, dont les conditions de vie sont désavantageusement soumises à celles d'autres nations, tout comme pour les classes.

Ceci posé, le nationalisme doit avant tout marteler cette vérité : l'Italie est une nation matériellement et moralement prolétaire [...]. Soumise aux autres nations, elle est faible, non de forces populaires, mais de forces nationales. Précisément comme le prolétariat, avant que le socialisme ne se rapproche de lui [...].

Eh bien, mes amis le nationalisme doit faire quelque chose de semblable pour la nation italienne. Il doit être, qu'on me pardonne la comparaison, notre socialisme national. C'est-à-dire, de même que le socialisme a appris au prolétariat la valeur de la lutte des classes, nous devons, nous, enseigner à l'Italie la valeur de la lutte internationale. Mais si la lutte internationale signifie la guerre ? Eh bien, qu'il y ait la guerre ! Et que le nationalisme suscite en Italie la volonté de la guerre victorieuse. »

E. CORRADINI, *Il nazionalismo italiano*, Atti del Congresso de Firenze, 1911.

Qu'est-ce qui fait la différence entre une nation « prolétaire » et une nation bourgeoise ? – La richesse, c'est-à-dire ce qui fait la puissance d'une nation → **l'armée, les colonies, l'influence internationale.**

Qu'est-ce que l'auteur est prêt à faire pour les obtenir ? – la guerre. **La guerre ne fait alors pas peur** aux nations qui sont toutes tellement intimement persuadées de leur supériorité et de leur bon droit. Comme l'a écrit l'Italien Marinetti en 1909 : « *La guerre est la seule hygiène du monde* ».

A partir du début du XX^e siècle, l'Italie, comme toutes les autres Etats d'Europe, va donc chercher à affirmer sa puissance. Comment faire ?

→ exemple de l'Allemagne : la France occupe le Maroc, mais l'Allemagne qui a très peu de colonies le convoite, et se pose donc en défenseur de l'indépendance du Maroc.

doc.5 p.161 : *Pourquoi les Français « doivent-ils » accorder une compensation coloniale à l'Allemagne ?* – par échange de bons procédés avec l'affaire d'Agadir au Maroc.

Quel territoire est particulièrement convoité par les Allemands ? Pourquoi ? – le Congo français car, en cas de cession du Congo belge, les Allemands pourraient avoir un territoire continu de l'Atlantique à l'Océan Indien en Afrique (voir p.45).

Obtiennent-ils ce territoire ? Pourquoi ? – car la France ne souhaite pas faire la guerre pour une affaire coloniale (cela avait déjà été le cas lors de l'affaire de Fachoda en 1898 contre l'Angleterre.

→ **rivalités coloniales du fait de la pression de l'Allemagne et de l'Italie.**

Une **atmosphère de veille de guerre** habite donc l'Europe. *Conséquence ?*

® doc.2 p.160 : *comment évoluent toutes les flottes de guerre ?*

qu'est-ce que cela traduit ? – les nations sont prêtes à « en découdre ». Les motifs ne conflict ne manquent pas dans l'Europe du début du XX^e siècle. Il s'agit donc d'être prêt.

Pour quels états la progression est-elle la + forte ? – **L'Allemagne multiplie par 4 le tonnage de sa flotte militaire.**

Comment expliquer ce réarmement particulièrement intense en Allemagne ? → doc. 4 p.161 :

Qui l'Allemagne considère-t-elle comme ses ennemi ? Pourquoi ?

- la France : ennemi héréditaire et revancharde, les yeux fixés depuis 1871 sur « la ligne bleue des Vosges »
- Les Slaves à l'Est, en particulier les Russes et les Polonais (considérés comme inférieurs, ce sera d'ailleurs toujours le cas pendant le III^e Reich).
- Les Anglais car ils refusent aux Allemands l'accès à l'espace colonial.

® **les Allemands se sentent encerclés et se préparent à une guerre sur plusieurs fronts. La course aux armements fait rage partout en Europe.**

Mais comment se protéger à part en se réarmant ?

B – 2 : Les systèmes d'alliances.

Les états les + puissants et les + nationalistes vont donc tisser un réseau d'alliances défensives pour se protéger et dissuader les attaques des autres.

Exemple : la France. *Avec qui a-t-elle intérêt à s'allier, avec qui a-t-elle le moins de motifs de guerre ?*

- l'Angleterre (ces 2 pays ont également en commun la démocratie, les colonies qu'ils n'ont pas envie de partager, la rivalité naissante de l'Angleterre avec l'Allemagne qui augmente sa flotte de guerre...)

® **Entente Cordiale en 1904 France-Angleterre.**

L'Allemagne : quel est son allié naturel ? – l'Autriche-Hongrie (rappelons que Bismarck avait refusé toute annexion de territoire prise à l'Autriche après Sadowa pour ne pas trop froisser les Autrichiens)

® **Duplice Allemagne-Autriche-Hongrie en 1877.**

En conséquence, quel camp choisit la Russie ?

Elle a été alliée un moment à l'Allemagne (1881-1888), car elle a besoin d'argent pour lancer la modernisation de son pays. Mais cette entente fait long feu car l'Allemagne ne fournit pas ce que les russes espéraient, et parce que la Russie a trop de divergences avec un autre allié de l'Allemagne : l'Autriche-Hongrie.

La Russie choisit donc en 1892 l'alliance française qui accepte de financer les emprunts russes (*doc.1 p.158*). Elle entre ensuite dans une triple alliance en signant une entente avec l'Angleterre en 1907.

® **Triple Entente Fra.- Ang. –Russie en 1907.** (*D'où le sentiment d'encerclement des Allemands...*)

Et l'Italie ? Au sujet des terres irrédentes, son adversaire principal est l'Autriche-Hongrie. Mais c'est pourtant l'alliance allemande qui est choisie par l'Italie, essentiellement pour 2 raisons :

- cette alliance avait déjà été contractée lors de la guerre contre l'Autriche, et Bismarck avait respecté ses engagements en rétrocédant la Vénétie aux Italiens.
- En 1882, Bismarck laisse miroiter aux italiens l'accès à la Tunisie d'où les Français seraient chassés.

® **Triple Alliance (Triplice) All. – A-H – Italie conclue en 1882.**

En 1907, l'Europe est donc divisée en 2 camps antagonistes, par 2 blocs d'alliances défensives. Cette division garantit dans une certaine mesure du risque de déclaration de guerre directe entre 2 de ces 6 puissances, dans la mesure où ladite guerre s'étendrait très vite au continent entier. Mais les motifs de guerre sont bien + nombreux qu'entre ces 6 puissances dans l'Europe de 1914. Et c'est finalement une affaire assez périphérique qui va déclencher la 1^o GM.

B – 3 :La question serbe et l'attentat de Sarajevo.

Le mouvement des nationalités en A.H. et la déliquescence de l'Empire Ottoman fait **des Balkans une véritable poudrière nationaliste** : les Serbes encouragent en particulier les Bosniaques à revendiquer leur indépendance vis-à-vis de l'A.H. qui les a annexés depuis 1908. Le but avoué des Serbes est de **créer une Fédération des Slaves du Sud dont ils prendraient la tête** (c'est le seul pays slave indépendant de cette région).

→ *doc.2 p.166.* *Où se situent les autres peuples slaves du Sud ?* – en Autriche-Hongrie : Croates, Bosniaques... cela fait de l'A-H la cible principale des nationalistes serbes (et bosniaques). D'autant + qu'en 1913, suite à la 2^o guerre balkanique, l'A-H a imposé la création de l'Albanie, privant ainsi la Serbie d'un débouché sur l'Adriatique. Bref, **les rancœurs sont nombreuses chez les Serbes envers le trône de Vienne, et tout particulièrement chez les Serbes de Bosnie.**

Or **le 28 juin 1914**, jour anniversaire national pour les Serbes (référence à une bataille perdue contre les Turcs en 1389), l'héritier du trône d'Autriche, **l'archiduc François-Ferdinand fait une visite officielle dans la capitale bosniaque, Sarajevo, la Bosnie ayant été annexée par l'A-H 6 ans + tôt.** Les nationalistes serbes de Bosnie voient donc dans cette visite une provocation... et préparent donc un attentat.

® *doc.7 p.167.* *Qui est l'assassin de FF ? Quel est son mobile ?* - un lycéen nationaliste bosniaque qui tire sur les 2 époux à bout portant. Il veut le rattachement de la Bosnie à la Serbie pour la formation de cette « grande Serbie » tant revendiquée. Il est arrêté. Une première enquête montre l'implication de la Serbie dans ce complot via une organisation secrète (« La Main Noire »).

L'A-H a donc là l'occasion d'en finir une fois pour toutes avec l'agitateur serbe et son grand frère russe.

® **le 23 juillet, l'A-H lance un ultimatum à la Serbie** lui demandant de faire le clair sur ce complot ; la Serbie accepte sauf un point de cet ultimatum, c'est-à-dire la venue de policiers autrichiens pour enquêter sur son sol, car la Serbie estime que ce serait une atteinte à sa souveraineté.

→ **le 28 juillet, prétextant ce refus, l'A-H déclare la guerre à la Serbie.** Et, par l'engrenage des alliances, cette guerre locale va devenir guerre continentale, puis mondiale :

→ 30/07 : les Russes, alliés des Serbes, mobilisent → le 01/08, les Allemands mobilisent car l'A-H est attaquée et en profitent pour déclarer la guerre à la France → le même jour, les Français mobilisent. Le 03/08, l'armée allemande arrive en France après avoir envahi la Belgique pourtant neutre → 04/08 : l'Angleterre entre en guerre. Seule l'Italie reste neutre, car la Triplice étant une alliance défensive, rien ne l'engage (Autriche et Allemagne sont agresseurs dans cette affaire).

Document 4 : Affiche de l'Action française (1908)

« Seuls les intéressés, les nigauds et les pauvres primaires ignorants pourront se soustraire à cette évidence : *La République, c'est le mal*. La république est le gouvernement des juifs, des Juifs traîtres comme Dreyfus, des Juifs voleurs, des Juifs corrupteurs du peuple et persécuteurs de la religion catholique [...].

La République est le gouvernement des francs-maçons qui n'ont qu'une haine : l'Eglise, qu'un amour : les sinécures et le trésor public ; fabricants de guerre civile, de guerre religieuse, de guerre sociale, ils nous mènent à une banqueroute matérielle et morale, celle qui ruinera le rentier et l'ouvrier, le commerçant et le paysan.

La République est le gouvernement de ces étrangers plus ou moins naturalisés ou métèques [...]. Ils accaparent le sol de la France ; ils disputent aux travailleurs de sang français leur juste salaire [...]. Régime abominable, la République est décidément condamnée, et la seule inquiétude de la raison française tient à ce qu'on ignore qui l'on mettra à la place de ce qui est. *Nous y mettrons le Roi.* »

Document 5 : L'Italie, « nation prolétaire »

« Nous devons partir de la reconnaissance de ce principe : il y a des nations prolétaires comme il y a des classes prolétaires : des nations, autrement dit, dont les conditions de vie sont désavantageusement soumises à celles d'autres nations, tout comme pour les classes.

Ceci posé, le nationalisme doit avant tout marteler cette vérité : l'Italie est une nation matériellement et moralement prolétaire [...]. Soumise aux autres nations, elle est faible, non de forces populaires, mais de forces nationales. Précisément comme le prolétariat, avant que le socialisme ne se rapproche de lui [...].

Eh bien, mes amis le nationalisme doit faire quelque chose de semblable pour la nation italienne. Il doit être, qu'on me pardonne la comparaison, notre socialisme national. C'est-à-dire, de même que le socialisme a appris au prolétariat la valeur de la lutte des classes, nous devons, nous, enseigner à l'Italie la valeur de la lutte internationale. Mais si la lutte internationale signifie la guerre ? Eh bien, qu'il y ait la guerre ! Et que le nationalisme suscite en Italie la volonté de la guerre victorieuse. »

E. CORRADINI, *Il nazionalismo italiano*, Atti del Congresso de Firenze, 1911.

Document 4 : Affiche de l'Action française (1908)

« Seuls les intéressés, les nigauds et les pauvres primaires ignorants pourront se soustraire à cette évidence : *La République, c'est le mal*. La république est le gouvernement des juifs, des Juifs traîtres comme Dreyfus, des Juifs voleurs, des Juifs corrupteurs du peuple et persécuteurs de la religion catholique [...].

La République est le gouvernement des francs-maçons qui n'ont qu'une haine : l'Eglise, qu'un amour : les sinécures et le trésor public ; fabricants de guerre civile, de guerre religieuse, de guerre sociale, ils nous mènent à une banqueroute matérielle et morale, celle qui ruinera le rentier et l'ouvrier, le commerçant et le paysan.

La République est le gouvernement de ces étrangers plus ou moins naturalisés ou métèques [...]. Ils accaparent le sol de la France ; ils disputent aux travailleurs de sang français leur juste salaire [...]. Régime abominable, la République est décidément condamnée, et la seule inquiétude de la raison française tient à ce qu'on ignore qui l'on mettra à la place de ce qui est. *Nous y mettrons le Roi.* »

Document 5 : L'Italie, « nation prolétaire »

« Nous devons partir de la reconnaissance de ce principe : il y a des nations prolétaires comme il y a des classes prolétaires : des nations, autrement dit, dont les conditions de vie sont désavantageusement soumises à celles d'autres nations, tout comme pour les classes.

Ceci posé, le nationalisme doit avant tout marteler cette vérité : l'Italie est une nation matériellement et moralement prolétaire [...]. Soumise aux autres nations, elle est faible, non de forces populaires, mais de forces nationales. Précisément comme le prolétariat, avant que le socialisme ne se rapproche de lui [...].

Eh bien, mes amis le nationalisme doit faire quelque chose de semblable pour la nation italienne. Il doit être, qu'on me pardonne la comparaison, notre socialisme national. C'est-à-dire, de même que le socialisme a appris au prolétariat la valeur de la lutte des classes, nous devons, nous, enseigner à l'Italie la valeur de la lutte internationale. Mais si la lutte internationale signifie la guerre ? Eh bien, qu'il y ait la guerre ! Et que le nationalisme suscite en Italie la volonté de la guerre victorieuse. »

E. CORRADINI, *Il nazionalismo italiano*, Atti del Congresso de Firenze, 1911.

NATIONS, NATIONALISMES, NATIONALITES EN EUROPE DE 1850 A 1914

Problématique :

La nation et le nationalismes sont-ils des facteurs de cohésion ou de division dans l'Europe du XIX° siècle ? Quels sont les effets de l'explosion des nationalités et des nationalismes sur l'Europe entre 1850 et 1914 ?

I – Nations, nationalités : des notions incertaines.

A – Qu'est-ce qu'une nation ? Des interprétations divergentes.

A – 1 : La conception allemande : la nation ethnique.

A – 2 : La conception française : la nation-contrat.

B – Etats, nations, nationalités.

B – 1 : Le mouvement des nationalités.

B – 2 : Etats, peuples et nations d'Europe en 1850.

II – La nation facteur de cohésion

A – L'unification de deux nations : Italie et Allemagne.

A – 1 : L'unité italienne.

A – 2 : L'unité allemande.

B – L'apprentissage de la nation.

III – Les nationalismes facteurs de division

A – Les empires multinationaux face aux nationalités.

A – 1 : Le dépècement de l'Empire Ottoman.

A – 2 : L'Empire austro-hongrois menacé par les revendications nationales.

A – 3 : Oppression et russification dans l'Empire Russe.

B – La montée des nationalismes et la marche vers la guerre.

B – 1 : Montée et affrontement des nationalismes.

B – 2 : Les systèmes d'alliances.

B – 3 : La question serbe et l'attentat de Sarajevo.